



Réforme des retraites : Pourquoi on doit lutter contre

Cette réforme est une régression sociale.

L'espérance de vie sans incapacité est aujourd'hui de 63,4 ans pour les hommes et de 64,2 ans pour les femmes. Avec cette réforme, nous allons cotiser pour au final ne pas être en mesure de profiter de notre retraite.

Depuis plusieurs années, nous avons déjà perdu beaucoup :

- allongement de la durée de cotisation (davantage de trimestres nécessaires pour accéder à une retraite à taux plein)
- report de l'âge légal de 60 à 62 ans
- calcul de la pension de retraite sur les 25 meilleures années (au lieu des 10 meilleures années auparavant)
- de plus en plus de travailleurs subissent des périodes de chômage, de maladie qui réduisent leur pension. De même pour les congés de maternité.

Si cette réforme est appliquée, la chute du niveau de vie des retraités est inéluctable. Les pensions seront bien plus faibles même si l'on travaille plus longtemps ! Cela impactera particulièrement ceux qui ont commencé à travailler tôt.

Le gouvernement tente, une fois de plus de diviser les français et notamment d'opposer les « jeunes » contre les « vieux » mais **il existe des solutions pour passer la période où le régime des retraites serait déficitaire :**

- stopper les exonérations de cotisations sociales
- augmenter les salaires, donc les recettes liées aux cotisations, notamment ceux des femmes encore trop souvent inférieurs à ceux des hommes pour des compétences équivalentes

Les motifs avancés par le gouvernement pour justifier sa réforme ne sont pas recevables !

Notre modèle n'est pas menacé financièrement. Pour la 2^e année consécutive, il affiche même un excédent budgétaire (3,2 milliards d'euros en 2022). Certes, la situation devrait se dégrader dans les années à venir, mais dans des proportions tout à fait gérables si le gouvernement cesse d'organiser le déficit des recettes en réduisant les cotisations sociales notamment !

Grâce au système de retraite actuel, le taux de pauvreté des plus de 65 ans en France est parmi les plus faibles d'Europe. La réforme du gouvernement pourrait dégrader cela et accentuer encore les inégalités existantes.

L'argent pour payer les retraites existe pourtant bel et bien !

En 2022, les dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC40 sur les bénéfices 2021 ont atteint le montant record de 57,5 milliards d'euros, auquel il faut ajouter un autre record, celui des rachats d'action, d'un montant de 22,4 milliards.

Les aides publiques à destination des entreprises atteignent 157 milliards d'euros par an depuis plusieurs années, ce qui en fait le premier poste du budget de l'État.

Les grands patrons et leurs familles qui accumulent depuis des décennies les richesses produites par les travailleurs devraient logiquement assurer en intégralité le paiement des pensions. Mais non, ils exigent au contraire que l'argent public, tout l'argent public, serve à leur assurer une croissance de leurs profits, quitte à réduire des millions de travailleurs à la pauvreté.



Les organisations syndicales BI AH appellent tous les salariés à faire grève jeudi 19 janvier et à se rendre aux manifestations (heures de grève à convenance de chacun)